
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61537

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Regel indes in antiamerikanischen Nadelstichen und bündnis- wie europapolitischer Obstruktion.

Nachdem er mit seinem Programm somit im Westen in eine Sackgasse geraten war, versuchte de Gaulle, ihm zumindest im östlichen Teil des Kontinents zum Durchbruch zu verhelfen: Seit 1964 entwickelte sich eine rege Pendeldiplomatie zwischen Frankreich und den Ostblockstaaten, in deren Verlauf der französische Staatspräsident für sein Konzept der *détente*, *entente*, *coopération* warb. Als sich die Sowjetunion ihm trotz aller Anerkennung für seine amerikakritischen Äußerungen weitgehend verweigerte, rief der französische Staatspräsident die Völker der sowjetischen Satellitenstaaten, vor allem die Polen und Rumänen, auf, ihre nationale – und damit auch europäische – Identität zu entdecken und sich – zumindest langfristig – von der sowjetischen Vorherrschaft zu befreien. Doch auch dieser Versuch scheiterte: Im August 1968 beendeten die Warschauer Pakt-Staaten durch ihren Einmarsch in die Tschechoslowakei unter sowjetischer Führung den »Prager Frühling«. Damit war de Gaulles »Anti-Jalta-Politik« am Ende, was folgte war außenpolitischer Schwanengesang. Das sieht auch Bozo, wenngleich er sich bemüht, de Gaulles überraschende Annäherung an Großbritannien, die im Februar 1969 in der »Soames-Affäre« kulminierte, allzu leicht in das bisherige Konzept des Generals einzufügen. Hier zeigt sich, daß seine stringente Analyse die Gefahr in sich birgt, jeder Einzelaktion des Generals sowohl eine immanente Logik als auch eine objektive Richtigkeit zu unterstellen. Daher spricht der Autor auch nicht deutlich genug den entscheidenden Fehler de Gaulles an: Der französische Staatspräsident achtete das überragende und verständliche Sicherheitsinteresse der übrigen Westeuropäer, insbesondere der Bundesrepublik, zu gering: In seinen öffentlichen Stellungnahmen entwarf er meist kühne Visionen, die auf eine radikale Umgestaltung der sicherheitspolitischen Landschaft in Europa hinausliefen, ohne ausreichend zu verdeutlichen, was er davon bereits gegenwärtig für machbar und was nur zukünftig für wünschbar hielt.

Am Ende seiner Bilanz steht für Bozo fest, daß de Gaulles Erbe noch gültig sei – gültiger denn je müßte man sagen, denn erst heute sind die Rahmenbedingungen gegeben, um das Hauptanliegen de Gaulles zu verwirklichen, nämlich Europa wieder zu weltpolitischer Bedeutung zu verhelfen: Die Vorherrschaft des Bipolarismus ist mit dem Ende des Ost-West-Konflikts gebrochen, die Welt jedoch nicht sicherer geworden, und die USA sind an *burden-sharing* interessierter denn je. Ob Frankreich gegenüber diesen Herausforderungen weiterhin den *cavalier seul* im »Atlantischen Bündnis« spielen muß – wie Bozo meint –, erscheint indes fraglich: Angesichts der neuen Chancen sollte das Land keine gaullistische Attitüde pflegen, sondern versuchen, der »Neuen Weltordnung« gaullistische Substanz zu geben.

Reiner MARCOWITZ, Dresden

Robert McNAMARA, *In Retrospect. The Tragedy and Lessons of Vietnam*, New York (Times Book) 1995, 410 p.

»Ceci est le livre que je ne pensais jamais écrire«, c'est ainsi que commence un volume qui suscite émotion et virulence aux Etats-Unis, écrit par Robert McNamara, l'ancien Ministre de la Défense le plus contesté de l'après-guerre à cause de son action pendant sept années décisives de la guerre du Vietnam, de janvier 1961 à février 1968.

Après le repli de la France en 1954, les Etats-Unis étaient intervenus en Indochine dans le cadre de leur politique de »containment« du communisme mondial. Leur théorie des »dominos« entraînant la chute l'un après l'autre des états du Sud-Est asiatique au cas où le régime de Hanoi s'emparerait du Sud-Vietnam, justifiait cet engagement. La crise des missiles nucléaires soviétiques installés à Cuba en octobre 1962 ne pouvait que confirmer cette décision.

McNamara, âgé de 44 ans, depuis six mois grand patron des usines Ford, fut appelé par le Président Kennedy en janvier 1961 pour prendre le poste de ministre de la Défense. Ce qui amènera l'opinion publique américaine plus tard à donner à l'engagement militaire de la nation le nom de «la guerre de McNamara». C'est dans l'automne de 1961 que Kennedy décida, avec réticence, d'augmenter le nombre des conseillers militaires à Saïgon. Car il apparaissait déjà qu'il était délicat de s'engager dans un conflit à 16 000 km des États-Unis, pour soutenir une armée de 200 000 soldats à combattre 16 000 guérilleros.

Mais le 13 janvier 1962, les Chefs d'Etat-Major combinés («Joint Chiefs of Staff») demandaient l'engagement de forces de combat pour empêcher le Sud-Vietnam de succomber à l'agression communiste. Les deux années suivantes, Kennedy ne leur donna satisfaction que très modérément. McNamara affirme même qu'il était prêt à retirer tous les conseillers américains en 1963. Le 14 novembre 1963, Kennedy déclara à une conférence de presse: «Allons-nous abandonner le Sud-Vietnam? Le programme le plus important est, naturellement, notre sécurité nationale, mais je ne veux pas que les États-Unis soient amenés à y mettre des troupes.» Mais Kennedy était assassiné le 22 novembre suivant. C'est sous le Président Johnson, décidé à imposer la volonté américaine, que l'engagement et le renforcement militaire fut décidé et accéléré: novembre 1963: 16 300 conseillers américains; fin 1964: 23 300 conseillers américains; juillet 1965: 81 400 combattants; décembre 1965: 184 300 combattants; décembre 1967: 485 600 combattants; avril 1969: 543 400 combattants. En janvier 1973, toutes les troupes américaines étaient retirées du Sud-Vietnam, en exécution des accords de Paris entre Washington et Hanoi.

L'intérêt du livre de McNamara est d'abord de présenter, avec documents et faits, l'évolution des pensées et des décisions des présidents Kennedy et Johnson au cours de ces années; ensuite de révéler les erreurs de jugement et de planification provoquées par la méconnaissance de la situation géopolitique et la sous-estimation de l'adversaire. Et l'auteur affirme qu'il était possible aux États-Unis de se retirer du Sud-Vietnam soit fin 1963 après l'assassinat du président Diem, soit fin 1964 ou début 1965, confrontés alors à la faiblesse croissante, politique et militaire, du Sud-Vietnam. Selon lui, ce repli, expliqué clairement au peuple américain et aux nations alliées, n'aurait pas eu de conséquences négatives internationales. Car s'il était convenable d'apporter une aide au point de vue de l'entraînement et de la logistique, il n'était pas raisonnable d'assumer et de mener la guerre pour un gouvernement et un peuple qui n'en voulait pas.

C'est pourquoi ce livre, après les très nombreux ouvrages déjà parus sur cette guerre du Vietnam et ignorant ces révélations, devrait naturellement provoquer de nombreuses critiques et controverses. La personnalité de McNamara y apparaît beaucoup plus nuancée, souple et ouverte à toutes les suggestions que l'obstination guerrière qui lui est souvent et encore maintenant reprochée. D'ailleurs ses vues pessimistes mais réalistes amenèrent le président Johnson, décidé à vaincre à tout prix, à se séparer de lui en février 1968. Et les accusations à son encontre, surtout des militaires, d'être responsable des limitations dans l'emploi de la force qui empêcheront une victoire américaine, devraient être revues et modifiées.

Un livre paru en 1978, de l'amiral Grant Sharp – commandant en chef du Pacifique, responsable des attaques aériennes sur le Nord-Vietnam de juin 1964 à juillet 1968 – avec un titre un peu semblable à celui de McNamara: «Une stratégie de la défaite – rétrospective sur le Vietnam», en donne un exemple. Dans sa préface, le journaliste expert militaire bien connu Hanson Baldwin présente «le ministre de la Défense, Robert McNamara, et ses »whiz kids« [gamins surdoués] et universitaires arrogants ... ces civils anonymes – presque tous des théoriciens, peu d'entre eux avec une expérience concrète, presque tous des militaires amateurs – étaient de brillants statisticiens, des analystes théoriciens, des experts d'ordinateurs, mais enclins à se moquer de l'importance de l'expérience». McNamara évoque quelques-unes des attaques personnelles qu'il dut affronter en suite à des arguments de ce genre, ces cris d'»assassin, massacreur d'enfants, vous avez du sang sur les mains«.

Après son départ, la guerre du Vietnam continua encore sept autres années jusqu'au départ définitif des soldats américains en 1973. Le faible et instable gouvernement du Sud-Vietnam avec son armée suréquipée et démoralisée ne put tenir tête aux forces agressives de plus en plus puissantes du Nord. Les Etats-Unis n'intervinrent plus, se résignèrent à la dure réalité. Le 30 avril 1975, les chars du Nord-Vietnam se répandirent dans les rues de Saigon. L'ambassadeur américain fut évacué en catastrophe par les hélicoptères des porte-avions du toit de son ambassade avec des centaines de réfugiés affolés, américains et sud-vietnamiens.

McNamara expose aussi les leçons à tirer de cette guerre engagée avec légèreté par son pays, avec au début l'appui total de son peuple, mais menée ensuite avec une accélération de masse incontrôlée jusqu'à la scission ouverte entre dirigeants et opinion publique amenant à un difficile repli et finalement à la première défaite militaire des Etats-Unis.

Le catalogue des erreurs commises de bonne foi par le Président, le Ministre de la Défense et l'administration américaine est présenté avec honnêteté et lucidité. Les fautes de jugement sur les forces en présence; la dure volonté organisée du Vietnam du Nord; les divisions et le manque de motivation du Sud; l'appui matériel décisif de la Chine et de l'Union Soviétique communistes au Nord et les très maigres contributions au Sud des nations démocratiques. L'erreur aussi de ne pas expliquer clairement à l'opinion publique américaine les buts et les motifs de l'action militaire; avec celle de ne pas toujours reconnaître les faits désagréables, de ne pas dire la vérité. Enfin ce retard à saisir et à admettre les limites d'action des moyens militaires de haute technologie, doctrine, organisation et armements, face à des forces populaires non conventionnelles mais hautement motivées dans un environnement et contexte de nation du tiers-monde. Il est certain que Washington ne réalisa que très lentement cette disproportion de moyens et de méthodes. Il semble certain que la présentation particulière ou partisane des événements sur le terrain a pu en être la raison.

Un exemple précis peut en être présenté dans le texte même du livre de McNamara. Il évoque «la première bataille importante entre forces américaines et nord-vietnamiennes du 14 au 19 novembre 1965 dans la vallée de la Drang au centre-ouest près de la frontière cambodgienne». Ce fut une «nette victoire» de la 1^{re} Division de Cavalerie aéromobile (14 000 hommes, 400 hélicoptères) contre deux régiments nord-vietnamiens. Les Américains avaient 300 tués, l'ennemi en aurait eu 1300. Cette présentation simpliste a pu être acceptée par l'administration et l'opinion publique américaines.

Un exposé de la vérité aurait pu amener à une réflexion non-conformiste, une réalisation que cette guerre était sur le terrain très différente de ce qu'on imaginait à Washington. En effet cette «bataille» – en réalité une succession de petites embuscades établies en jungle montagneuse – avait été très dure et meurtrière. L'étude minutieuse qui en a été faite¹, montre la férocité des engagements où ne sont impliquées que quelques petites unités isolées de la 1^{re} Division de Cavalerie: 6 novembre 1965: une compagnie de 150 hommes qui perd 26 tués, 53 blessés; 14 novembre: 1 section de 27 hommes perd 8 tués, 12 blessés; 16 novembre: 1 bataillon (500 hommes) perd 79 tués, 121 blessés; 7 novembre: 1 bataillon (450 hommes) perd 151 tués, 121 blessés. Quatre hélicoptères sont abattus. Ces petites unités ne peuvent être sauvées et dégagées que par l'intervention d'une puissante artillerie tirant des milliers d'obus, de centaines de sorties d'avions déversant roquettes et napalm. L'ennemi se retire sans être poursuivi; les Américains se replient sur leurs bases de départ.

La connaissance de ces faits précis aurait pu amener gouvernement, haut-commandement et opinion publique à avoir une juste compréhension du genre de guerre où les Etats-Unis s'engageaient et des conséquences que cela entraînerait sur le plan humain, matériel et moral. Lorsque McNamara quitta son poste de ministre de la Défense le 29 février 1968, l'offensive surprise intérieure ennemie du Têt avait eu lieu du 29 janvier au 11 février 1968. Après avoir ensanglanté les rues de Saigon et de Hué et de nombreuses agglomérations du

1 G. HERRING, dans «America's first battles 1776–1965», University Press of Kansas, 1986, 416 p.

Sud-Vietnam, amené les combattants de Hanoi aux portes de l'ambassade des USA, tué 1000 américains et 2082 sud-viêtnamiens, cela se terminait par un net échec, avec des milliers de tués, des insurgés. Mais par une victoire psychologique pour la cause du Nord-Vietnam, surtout dans les opinions publiques mondiales. Aux Etats-Unis, le choc amenait à reconsidérer toute l'aventure vietnamienne et à déconsidérer gouvernement et haut-commandement. McNamara, en opposition intérieure contre ces derniers depuis deux années au moins, écarté pour cela par le Président Johnson, quittait son poste de Ministre de la Défense pour prendre la présidence de la Banque Mondiale. Lorsque les Etats-Unis se retirèrent finalement du Sud-Vietnam en 1973, ils avaient perdu plus de 58 000 tués; leur économie était affaiblie par des années de lourdes dépenses improductives; le consensus politique national avait été rompu pour des décennies. Et le Vietnam ravagé du Nord au Sud par la guerre avait environ 2 millions de victimes civiles et militaires.

De tout cela, McNamara est encore accusé de nos jours d'en être en grande partie responsable. Le livre honnête, lucide et clair qu'il vient de publier, grâce à sa documentation exhaustive, à la présentation des nombreux faits ignorés jusqu'à présent, mérite la lecture et une attention impartiale. Au-delà des commentaires sarcastiques et vindicatifs qui ont déjà paru à son sujet à travers le monde, il appelle à reconsidérer l'histoire de cette guerre américaine malheureuse du Vietnam. Les critiques, les objections, les rectificatifs devront être aussi objectifs et mesurés que le sont les propos historiques de Monsieur McNamara, ministre de la Défense des Etats-Unis d'Amérique de 1961 à 1968.

Albert MERGLEN, Dijon

Georges-Henri SOUTOU, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris (Fayard) 1996, 496 S. (Pour une histoire du XX^e siècle).

Deutschland ist heute Frankreichs wichtigster Partner in wirtschaftlicher Hinsicht wie im Bereich der europäischen Einigung. Weit weniger bekannt ist die Tatsache, daß die Nachbarn auch bedeutende sicherheitspolitische Beziehungen pflegen. Während des Kalten Krieges hatte Frankreich auf die vom amerikanischen Schutzschirm überdachte »double sécurité« (S. 397) gesetzt: Sicherheit vor Deutschland durch dessen Teilung; Schutz vor der Sowjetunion durch die Westbindung der Bonner Republik. Seit 1954 unternahmen beide Staaten mehrere Anläufe, gemeinsame strategische Interessen zu definieren und durchzusetzen. Ende der fünfziger, Anfang der sechziger und Mitte der achtziger Jahre schien ihnen die Transformation der Zusammenarbeit in eine »communauté de destin stratégique« (S. 249) fast zu gelingen. Die aufregende Geschichte dieses bisher gescheiterten politisch-strategischen Dialogs von Mendès France bis Chirac, von Adenauer bis Kohl führt uns nun Georges-Henri Soutou kompakt und luzide vor Augen. In zahlreichen, im Anmerkungsapparat wiederholt genannten Vorstudien als Kenner der Materie ausgewiesen, besaß er gegenüber anderen Autoren wie etwa Stephen Kocs den fundamentalen Vorteil, noch nicht allgemein zugängliche Aktenbestände auswerten zu können. Die Bestimmungen der Archivgesetze bringen es aber mit sich, daß auch seine leider ohne Abkürzungsverzeichnis publizierte Monographie die verschiedenen Epochen nicht gleichgewichtig zu behandeln vermag und einen eindeutigen Schwerpunkt auf die Zeit vor 1963 legt.

Die im Oktober 1954 eingeleitete Geschichte der strategischen Zusammenarbeit wäre gewiß anders verlaufen, wenn nach dem Untergang der IV. Republik nicht de Gaulle das Zep-ter übernommen hätte. Seit 1956 arbeiteten Bonn und Paris aufgrund der Washingtoner Weigerung zur Aufnahme von atomaren Have-nots in den exklusiven Kreis der Nuklearmächte am »concept d'un couple stratégique franco-allemand« (S. 46f.). Im Juli 1958 sistierte der General die weit vorangetriebene streng geheime Kooperation, unternahm aber vier Jahre später selbst einen neuen Anlauf zu einem »ensemble européen stratégique« (S. 151)